



Effacer les traces du choc rapidement pour construire le monde d'après

L'activité économique mondiale demeure largement dépendante de la situation sanitaire et du rythme des campagnes de vaccination. La reprise devra être rapide pour effacer les traces du choc que les économies ont subi. Restaurer la confiance des ménages et des entreprises est une condition sine qua non, tout autant qu'engager des changements structurels d'ampleur pour lutter contre les inégalités et le réchauffement climatique.

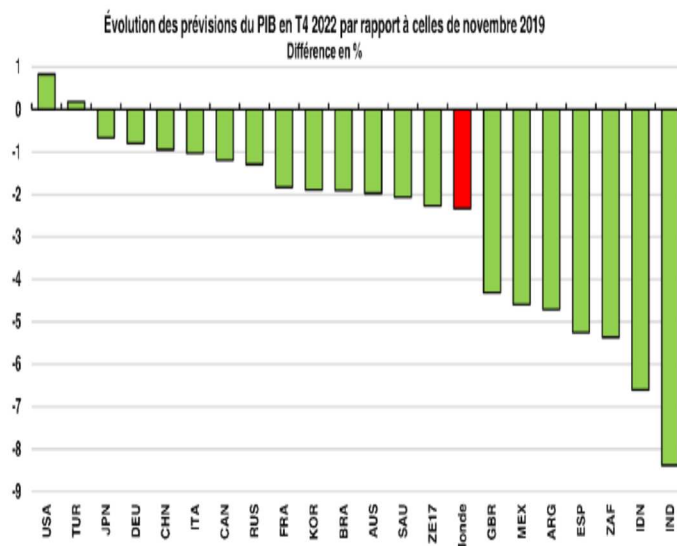
1. Limites les stigmates de la crise par une reprise rapide

L'OCDE anticipe un rebond plus rapide qu'espéré, avec une croissance du PIB mondial de +5,5% en 2021 et +4% en 2022 ; +3,9% et +3,8% pour la zone euro. Ainsi, le PIB mondial pourrait dépasser dès mi-2021 celui d'avant pandémie (fin 2019). Ce sont surtout les économies émergentes qui combleraient dès 2021 l'écart d'activité avec 2019, sous l'effet de stimuli budgétaires importants et de la reprise du commerce mondial. En France, le PIB reste inférieur de - 4 % à son niveau d'avant crise.

Malgré l'amélioration des perspectives de croissance mondiale à l'horizon 2022, le niveau de production risque de ne pas avoir

ratrapé le retard pris : les prévisions de croissance pour fin 2022 ont significativement baissé pour presque tous les pays entre la période pré pandémie et aujourd'hui ; la crise sanitaire risque de peser durablement (voir le graphique 1).

Graphique 1. La crise risque de peser durablement dans de nombreux pays.



Source : Base de données des perspectives économiques de l'OCDE¹, calculs OCDE.

¹ Perspectives économiques de l'OCDE.
<https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/01954fa3-fr.pdf?expires=1617265247&id=id&accname=quest>

Aux Etats-Unis, la contraction du PIB n'a été « que » de -3,5% en 2020. Le PIB américain progresserait de +6,5% en 2021 et +4% en 2022. Les mesures sanitaires ont moins contraint l'activité qu'ailleurs et l'absence de stabilisateurs automatiques (assurance-chômage par exemple) a nécessité des mesures budgétaires considérables (1900 milliards de dollars de mesures nouvelles, qui devraient être suivies d'un plan d'investissement). Le rebond de la consommation américaine pourrait doper la demande dans d'autres économies (Canada, Mexique, Chine, zone euro).

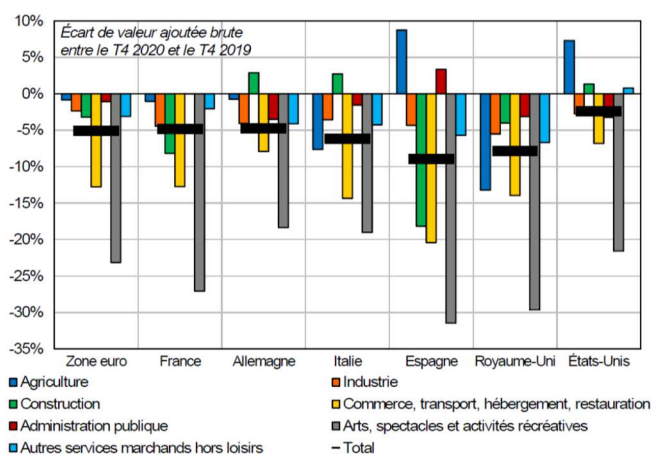
En Europe, les restrictions sanitaires ont beaucoup pesé sur l'activité sur la première moitié 2020. La récession y a donc été plus importante, selon l'INSEE : en 2020, le PIB s'est contracté de -11% en Espagne ; -9,9% au Royaume-Uni ; -8,9% en Italie ; -8,2% en France ; -5,3% en Allemagne. Pour l'avenir, l'OCDE anticipe une progression du PIB : +3% et +3,7% en Allemagne en 2021 et 2022 ; +5,9% et +3,8% en France ; +4,1% et +4% en Italie ; +5,7% et +4,8% en Espagne.

Par-delà l'ampleur du choc et du rebond, la reprise sera inégale, reflétant l'hétérogénéité des pays avant la crise. Plusieurs facteurs jouent : la spécialisation sectorielle (l'Allemagne a subi un choc moins prononcé du fait de la résilience de son secteur industriel), la dynamique de la productivité (stagnation de la productivité italienne liée au retard d'investissements privés et publics, notamment), la démographie (en baisse en Italie), la structure du marché du travail (prédominance des contrats courts en Espagne), etc. Les inégalités risquent de s'être accentuées, les enjeux structurels aggravés : accélération de la polarisation de l'emploi, notamment sous l'effet de l'accélération de l'automatisation et de l'usage du numérique, inégalités face au risque du chômage, inégalités de rémunérations et de conditions de travail, etc.).

Le choc subi par les pays déjà fragilisés structurellement avant la crise pourrait entraîner un retard de développement durable (productivité, progrès technique, etc.), au détriment des populations déjà fragilisées. Au-delà, des ajustements pourraient avoir lieu aussi sur les contrats à durée déterminée. Et ce malgré le plan de relance européen. A cet égard, il est important de relever que son efficacité reposera principalement sur la capacité des Etats à stimuler leurs économies en même temps et de manière coordonnée. A défaut, les effets bénéfiques du plan de relance risquent de fuir hors de l'Europe.

Des incertitudes demeurent par ailleurs quant à l'impact du choc sur les secteurs fortement affectés par la crise sanitaire (modification structurelle des comportements de consommation, offre de travail, etc.). Pour l'heure, « la dichotomie entre les services et l'industrie perdure », selon le Trésor² (voir le graphique ci-après) : tandis que les premiers pâtissent des mesures sanitaires, compte tenu de leur exposition aux interactions sociales, l'industrie frôle son niveau d'activité d'avant crise.

Graphique 2. Baisse sectorielle de l'activité fin 2020, par rapport à fin 2019.



Source : Comptes nationaux INSEE, calculs DG Trésor.

Partout en Europe, c'est l'accélération du déploiement des vaccins qui permettra

² Perspectives mondiales au printemps 2021 : une reprise inégale à l'horizon, Trésor Eco, 31 mars 2021. <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Article>

d'accélérer la reprise et de stimuler l'emploi. C'est en effet par une reprise rapide que l'on pourra effacer les stigmates de la crise sans aggraver les fragilités préexistantes.

2. Restaurer la confiance des ménages et des entreprises

La reprise dépendra de la confiance des ménages en l'avenir. Derrière, il s'agit de mobiliser l'épargne Covid, majoritairement déposée sur des comptes courants. La consommation de cette épargne permettrait d'accélérer le rattrapage de consommation dès la levée des contraintes sanitaires, notamment dans le secteur des services, et d'effacer les traces du choc subi. Ce rebond de consommation stimulé par l'épargne Covid repose beaucoup sur les ménages intermédiaires³ qui ont épargné (déciles 5 à 7) – dont il faudra stimuler la consommation. Les ménages aisés ont davantage épargné (70% de l'épargne supplémentaire Covid), mais leur consommation a moins besoin d'être stimulée et leur niveau de vie leur permettra de conserver cette épargne supplémentaire. La confiance dans l'avenir est la clé pour éviter que l'épargne non consommée au plus fort de la crise ne se transforme en épargne de précaution, qui risque de persister à moyen terme, quoi qu'il en soit.

La confiance des ménages dépend beaucoup de la situation du marché du travail. Or, la situation est encore difficile à analyser.

En France, 284 000 emplois salariés ont été détruits en 2020 et 361 000 le seraient en 2021, selon l'INSEE. L'ampleur des destructions d'emploi s'explique notamment parce que les secteurs les plus impactés sont aussi les plus pourvoyeurs d'emplois. Le chômage rebondit à 8,5% en début d'année 2021, alors que le halo du chômage masquait jusque-là son aggravation. Selon la Banque de France, le taux de chômage atteindrait 8,9% en 2021 et 9,3% en 2022.

La situation de l'emploi dépendra aussi de la situation des entreprises. En France, ces dernières, massivement soutenues durant la crise, ont globalement plutôt bien résisté. La Banque de France et l'INSEE sont relativement optimistes. Leur taux de marge s'est contracté en 2020 (de 33,2 % à 29,3 %), mais se redresserait en 2021 et 2022 (rebond de l'activité et plan de relance).

Mais les restructurations et les faillites pourraient se multiplier avec l'extinction des aides publiques massives, même si les entreprises ont pu accumuler un coussin de trésorerie (notamment via les prêts garantis par l'Etat ou les reports d'échéances fiscales et sociales, etc.). Pour s'assurer de leur viabilité, elles devront disposer de capitaux propres suffisants pour financer des activités et des projets rentables. Or l'investissement des entreprises a baissé en 2020 (-9,6% en 2020, autrement dit davantage que l'activité), bien qu'il ait mieux résisté qu'en 2008. Pour finir, le taux d'investissement (exprimé en pourcentage de la valeur ajoutée créée) a progressé de +0,3 point pour atteindre 23,3%. Cela dépendra aussi beaucoup du carnet de commande adressé aux entreprises.

Dans l'immédiat, l'activité au deuxième trimestre dépendra largement encore de l'évolution de la situation sanitaire et des mesures pour y faire face, ainsi que du rythme de vaccination.

3. Par-delà la conjoncture, reconstruire des horizons

Seule une reprise rapide et d'ampleur permettra d'effacer le choc de la crise, de reconstruire des marges de manœuvres et de ne pas aggraver des fragilités structurelles déjà présentes avant la crise. Cela ne résoudra pas pour autant les problèmes structurels antérieurs à la pandémie. La crise a été plus forte là où les inégalités étaient les plus importantes. C'est pourquoi, il est urgent d'agir aussi structurellement ! C'est l'orientation du rapport qu'élabore actuellement la commission indépendante créée par

³ En 2017, le revenu annuel moyen d'un ménage D5 représente 30 540 euros.

l'OMS-Europe, « Repenser les priorités stratégiques à la lumière des pandémies », qui doit être publié en septembre. Le constat est limpide : l'assurance d'accéder à un système de prévention et de santé, d'avoir un emploi, un « habitat » (ou environnement) préservé et régénéré, etc., sont les conditions d'une économie prospère et résiliente. Ce rapport s'empare du concept « *One health*⁴ » (une seule santé). Et aborde l'idée d'un conseil du bien commun à l'instar du conseil de la stabilité financière (*Financial Stability Board*) actuel du G20, initié au lendemain de la crise de 2008.

Autant que le PIB, accroître la résilience de nos économies doit permettre d'atténuer les coûts des inégalités et du changement climatique. Le coût de l'inaction (ou le coût futur des actions à mettre en œuvre pour réduire les impacts négatifs de nos activités humaines sur l'environnement ou les inégalités, par exemple) ne cesse d'augmenter.

Le rapport pointe également la nécessité de modifier la gouvernance des finances publiques (voir les propositions de la CFDT dans [Nos ambitions : Pour une soutenabilité économique, sociale et environnementale de la dette publique](#)), de déployer l'action et l'investissement publics à la hauteur des enjeux, de diriger les investissements privés vers les besoins et vulnérabilités que la pandémie a mis en lumière. Autant de défis dont le plan de relance en France ne s'empare que partiellement.

Pour piloter le changement et identifier les marges d'action, la Confédération européenne des syndicats (CES) publie un index de travail décent et de croissance durable (*voir le tableau ci-après*). Ce dernier est composé d'un indicateur de bien-être (lié à la performance économique et au niveau de vie), de qualité de l'emploi (lié au taux de chômage et d'emploi, à l'inclusivité du marché du travail et au dialogue social), et de vulnérabilité au travail (insécurité et précarité dans l'emploi). Au regard de cet index, aucun

pays de l'UE n'est exemplaire en matière de modèle économique durable et juste, la situation s'est même empirée pour certains. L'Europe réalise des progrès trop lents, particulièrement là où la contraction des dépenses publiques post 2008 a été la plus forte. Cet index appelle plus largement à une révision de la gouvernance économique de l'UE afin d'intégrer, au même titre que le PIB, les objectifs climatiques, la justice sociale et l'emploi décent.

Ce sont autant de chantiers de moyen et long termes qui devront être menés de front avec les mesures d'urgence.

Tableau. Indicateur de travail décent et de croissance durable de la CES et progrès réalisés en 10 ans

⁴ Approche systémique de la santé publique, animale et environnementale aux échelles locales, nationales et planétaire.

	Pays	2010	2019	Evolution du score
Travail décent et croissance durable (score supérieur à 120)	X	X	X	X
Pionniers (score 110 -120)	X	X	X	X
Meilleurs de la classe	Netherlands	107.9	109.6	1.7
	Denmark	107.4	109.5	2.1
	Finland	106.8	109.4	2.6
	Sweden	107.1	109.2	2.1
	Austria	103.1	108.5	5.4
	Belgium	104.9	108.5	3.6
	Slovenia	104.6	108.1	3.5
	France	103.4	106.1	2.7
	Germany	102.3	105.9	3.6
	Luxembourg	104.9	105.0	0.1
Sur la voie	Malta	96.7	103.2	6.5
	United Kingdom	101.6	102.5	0.9
	Czech Republic	97.3	102.4	5.1
	Hungary	97.1	102.0	4.9
	Estonia	97.0	101.9	4.9
Moyenne UE	EU 28	100.0	101.8	1.8
Inférieurs à la moyenne UE	Ireland	99.6	101.7	2.1
	Slovakia	96.6	101.5	4.9
	Lithuania	93.9	100.5	6.6
10 ans de retard	Poland	94.0	99.8	5.8
	Croatia	95.3	99.3	4.0
	Cyprus	97.4	99.3	1.9
	Latvia	92.4	98.9	6.5
	Portugal	95.2	97.6	2.4
	Spain	94.9	97.1	2.2
	Italy	94.5	94.8	0.3
	Bulgaria	89.7	94.7	5.0
	Romania	87.4	90.8	3.4
	Greece	90.8	89.7	-1.1

Source : calculs CES